

## Billet<sup>1</sup>

### *Dosso – Agadez, 800 km en bus, un tout petit bout du trajet des migrants.*

Il est quatre heures du matin lorsque repart la voiture de l'ami qui m'a conduit à la gare du bus « 3STV – Société Sahélo-Saharienne de Transport de Voyageurs » à Dosso et je me maudis pour ce sursaut typiquement suisse qui m'a fait insister pour qu'on soit à l'heure. Je suis la première, évidemment, on a même dû attendre qu'on nous ouvre le portail.

Mais je ne suis pas la seule à espérer le bus pour Agadez. Des gens ont dormi à l'auto-gare, sur des nattes, à la belle étoile ou sous l'auvent du bâtiment. Ils sont jeunes, très peu de filles. Ce sont les migrants. Ils viennent du Bénin, du Ghana, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, de la Gambie, du Nigeria. Ils voyagent léger. Un petit sac, comme celui que vous auriez préparé pour partir en week-end chez des amis où il y a tout ce dont vous avez besoin. Quand le bus arrive, on en rejoint d'autres, qui ont fait le trajet depuis Niamey ou de plus loin encore, Ouagadougou, Lomé, Accra.

Je refuse, aussi poliment que possible, la toute petite place qu'un gros inspecteur de police d'Agadez me désigne à côté de lui, pour me glisser à côté d'un jeune, inconnu, mais mince. Le trajet sera long et le nombre de centimètres carrés disponibles pour poser son éminence charnue comptent, d'autant que nous avons presque tous un bagage entre les pieds, un autre sur les genoux, en plus de ceux dans la soute.

Il est cinq heures, nous voilà partis. La modernité s'est immiscée jusque dans les bus du Niger et nous roulons les stores baissés, la clim à fond. J'ai mis un foulard autour du cou et je porte un grand châle, qui me vient tout droit des frais hivers de l'Alsace. D'autres ont mis une doudoune, une couverture, pour supporter, sans dommage, le contraste avec l'air du dehors. Les imprévoyants en manches courtes soigneront leur rhume. On somnole. Les arrêts se succèdent, les stores s'entrouvrent, les gens se parlent, des airs de musique sourdent des haut-parleurs. Il y a une vieille touarègue (approximativement de mon âge) qui voyage avec son grand fils et les plantes qu'elle a achetées à Niamey et pour lesquelles elle a payé un place, une jeune femme avec ses quatre enfants petits, dont un malade, qui partagent deux places et beaucoup d'hommes seuls, des fonctionnaires, des gens qui se déplacent pour rendre visite à leur famille ou pour affaires. Personne ne voyage pour le plaisir.

C'est à Birnin Konni qu'éclate la première controverse. Les voyageurs reprochent au chauffeur de refuser, faute de place, l'accès du bus à deux Nigériens qui faisaient signe le long de la route, et d'accepter, à peine plus loin, trois migrants. L'aide chauffeur veut les faire asseoir à l'arrière, mais les gens ne veulent rien savoir, « vous avez dit qu'il n'y avait plus de place, c'est pour tout le monde la même chose » « vous n'avez pas le droit de prendre des gens en route » « vous acceptez les migrants et non les Nigériens parce que vous les faites payer plus cher » « vous travaillez derrière le dos de la compagnie, on va vous dénoncer ». Et moi, d'en rajouter « la compagnie, elle ne fera rien, elle paye mal son personnel et elle ferme les yeux sur les extras qu'il peut faire ». Les trois migrants s'asseyent tant bien que mal à l'avant, sur une sorte de comptoir et sur les marches. Le calme revient. Birnin Konni se trouve près de la frontière du Nigeria, de l'Etat du Sokoto. Ces migrants viennent probablement de là, car ils parlent le haoussa.

Peu après Tahoua, qui marque le début du nord du pays, le bus s'arrête vers une petite halte, un endroit perdu, pour un contrôle. Tout le monde doit présenter ses papiers d'identité. On fait sortir tous les migrants. Ils sont environ vingt-cinq sur les soixante-trois voyageurs que compte le bus. Deux filles seulement, heureusement, car on entend les pires choses sur les conditions de leur voyage. C'est long. Les discussions reprennent dans le bus, on s'échauffe. « Ils vont tous les racketter, c'est honteux », « les policiers, les militaires, tous profitent de ces pauvres gens ». L'inspecteur d'Agadez crie plus fort que les autres et fait valoir sa condition. Il explique qu'il est légal de prendre mille francs (un euro et demi) par

---

<sup>1</sup> Les opinions émises dans ce billet n'engagent que leur auteure et en aucun cas l'association Point d'appui.

personne pour traverser le territoire, qu'un reçu est donné. Les autres lui rétorquent que c'est dix mille francs qu'on leur prend et qu'on les bastonne s'ils ne veulent rien donner, « on connaît les méthodes de la police » « la corruption est monnaie courante ». Les gens n'ont pas leur langue dans leur poche, la vieille touarègue aux plantes n'est pas en reste. L'inspecteur juge plus prudent de se taire, mais les gens, lancés, poursuivent et renchérissent. Enfin, les migrants reviennent.

C'est le même scénario après Abalak, à cent trente-cinq kilomètres de là. Avec mon voisin, on commente aussi le rançonnement fait à ces gens. On estime le coût de leur voyage à environ cinq millions (sept mille cinq cents euros) pour aller jusqu'en Europe et on imagine tout ce qu'ils pourraient réaliser avec cet argent pour se sortir de la misère. D'ailleurs, eux et leur famille ne sont pas dans la misère pour réunir des sommes aussi importantes. Alors pourquoi partent-ils ? Pourquoi ne sont-ils pas sensibles aux récits terribles que font des migrants revenus ? Pourquoi ne tiennent-ils pas compte des hauts risques de mort, dans le désert, en mer, de refoulement en Libye, en Italie ? Du manque d'argent qui les font rester dans des villes inconnues, sans possibilité de poursuivre leur route ni de retourner ? « C'est qu'ils ont perdu l'espoir », je dis. Mon voisin se tait. Je crois que j'ai dit quelque chose de grave. Garder l'espoir est un devoir pour un être humain, en toutes circonstances. Les Nigériens racontent que, la tête dans la gueule du lion, on dit encore que ça va – tant qu'on n'est pas mort, tous les espoirs sont permis.

Enfin Agadez, il est vingt-deux heures. A la barrière, à l'entrée de la ville, où on contrôle le trafic routier, tout le monde descend. Les migrants d'un côté, les autres d'un autre côté. Contrôle d'identité. On descend les bagages des migrants. Ils n'iront pas plus loin, une nouvelle loi leur interdit l'accès au nord du pays. Un jour, les médias se sont émus des migrants qui meurent dans le désert – un phénomène connu depuis longtemps dans la région. Les autorités ont semblé découvrir cette réalité alors. On en a même parlé en Europe. Des mesures ont donc été prises – la nouvelle loi interdisant de voyager dans le nord pour les migrants. On aurait pu les empêcher de poursuivre leur voyage dès Tahoua. Une petite estimation : dix-huit bus environ gagnent Agadez quotidiennement depuis Niamey. Admettons qu'une vingtaine de migrants se trouvent dans chaque bus. Cela fait trois cent soixante personnes. On leur prend dix mille francs à trois arrêts. Cela représente un total quotidien de dix millions huit cent mille francs par jour (seize mille cinq cents euros). Il est probable que cette estimation est basse.

A la barrière, les migrants, une fois délestés de leur dix mille francs, vont être hélés par les éclaireurs des passeurs et se fondre dans nuit avec eux. La route pour la Libye et l'Europe leur est ouverte, en toute illégalité, s'ils ne meurent pas dans le désert ou sur la mer, si leur famille peut encore leur envoyer de l'argent pour continuer.

Il y a quelque quarante années, les militants de la Déclaration de Berne, des Magasins du Monde, de la campagne contre l'apartheid et d'autres, prônaient un mode de développement plus juste pour les pays pauvres. Les richesses du sous-sol profiteraient aux pays qui les abritent, les consommateurs occidentaux payeraient un prix juste les matières premières à ceux qui les produisent. Rudolf Strahm publiait « Pourquoi sont-ils si pauvres ? », une critique de ce qu'on appelait le mal développement et proposait que les pays du Tiers-Monde se désengagent de l'économie mondiale pour compter sur leurs propres forces. Aujourd'hui, j'aimerais que le Niger et les pays d'Afrique mettent dehors tous les organismes d'aide internationale, Banque mondiale et FMI en tête, ainsi que toutes les sociétés étrangères et qu'on se débrouille entre nous. Plus de quarante ans que je rêve, le même rêve ... Pendant ce temps, les Africains ont eu une idée : « puisque les Européens ne veulent pas partager les richesses d'ici ici, nous allons partager là-bas la misère qui nous échoit ici ». Aussi se précipitent-ils en masse sur les côtes du sud de l'Europe. Mais les Européens croient que les Africains arrivent chez eux pour partager la richesse d'ici là-bas ... enfin ils croient que les Africains veulent reprendre leur dû. Donc ils leur tirent dessus, les rejettent à la mer, les emprisonnent, les refoulent.